
HOMMAGE A JEAN HAUDRY
SOUVENIRS DE LYON III ET DE L'ACFA
AVEC JEAN HAUDRY, JACQUES GOUDET ET TANT D'AUTRES

Par François-Philippe GALVANE

Août 2023

Lors d'un échange de courrier, Jean- Patrick ARTEAULT m'a aimablement proposé d'écrire un témoignage sur Jean HAUDRY pour un numéro de la revue Terre et Peuple qui lui serait consacré.

Après deux déménagements en deux ans, mes archives ont été un peu dispersées et je n'ai pas encore eu le temps de les reclasser. Aussi pour ce témoignage je m'appuierai sur mes souvenirs et les souvenirs de discussion avec certains des acteurs de cette période. (1)

Mes relations avec Jean HAUDRY étaient profondément liées à LYON III de 1982 à 1990, et à notre action dans une association d'amitié franco-sud-africaine, l'ACFA, de 1983 à 1990. Aussi mon témoignage sur Jean HAUDRY sera centré sur cette période, même si bien sûr ensuite nous sommes toujours restés en contact.

I – LYON III

(1) - Il faut revenir à l'après Mai 68 (que je n'ai pas connu directement !).

En 1968, l'Université de Lyon est divisée en deux, LYON I pour la science et la médecine, LYON II pour le reste. A LYON II, de 1968 à 1973, c'est le chaos et les violences gauchistes. Un groupe de professeurs (et d'étudiants) de droite s'organisa pour la liberté d'enseigner et d'étudier. Et pour une fois, devant la pression des violences d'extrême gauche, une vraie union des droites se mit en place.

C'est par Jacques GOUDET, italianiste et linguiste, qui fut de 1979 à 1987 président de LYON III et qui m'honorait de son amitié, que j'ai appris comment fut fondé LYON III. Jacques GOUDET était un gaulliste de droite. C'était un combattant, et il m'a raconté qu'il a du faire face physiquement à des gauchistes à plusieurs reprises. Et en tant que militant gaulliste, il avait des contacts avec l'appareil gaulliste au niveau national.

Un projet pris corps. Diviser les Universités entre les éléments gauchistes qui voulaient le chaos permanent (à défaut de la révolution permanente) et les éléments droitistes qui voulaient que les Universités continuent de faire ce qu'elles faisaient depuis leurs créations au Moyen Age, c'est-à-dire faire de la recherche, enseigner et transmettre le capital intellectuel de la nation aux nouvelles générations.

Ce projet avait le soutien du président gaulliste Georges POMPIDOU et du ministre de l'éducation nationale le démocrate- chrétien Joseph FONTANET. En 1973, LYON III et Aix-Marseille III furent créées. La mort du président Georges POMPIDOU en 1974 arrêta le projet.

Pour la création de LYON III, il y avait les gaullistes de droite Jacques GOUDET et André DECOQ, pénaliste, le démocrate-chrétien Maurice-René SIMONNET, juriste et qui finit sa carrière au conseil constitutionnel, Henri ROLLAND, juriste, de la droite classique qui fut aussi le premier président de LYON III, Jean HAUDRY, enseignant de grammaire comparée et de sanscrit, membre du Grece (la future Nouvelle Droite), et d'autres que je ne connais pas. Maurice-René SIMONNET était doyen de la faculté de droit, Jacques GOUDET doyen de la faculté de langues et Jean HAUDRY doyen de la faculté de lettres.

Lors de la séparation, la faculté de droit et l'IAE (Institut d'Administration des Entreprises) allèrent à LYON III, et la sociologie et la psychologie à LYON II. Mais les facultés de lettres et de langues étaient profondément divisées. Alors, comme me le dit Jacques GOUDET, pour la première et la dernière fois dans l'Université, les enseignants choisirent leurs universités sur la base de leurs préférences politiques. Les deux universités se retrouvèrent ainsi avec des facultés de langues et de lettres dont les départements internes étaient divisés et déséquilibrés. Il leur fallut un à deux ans pour retrouver un équilibre avec de nouveaux recrutements. Mais le résultat concret et positif de cette séparation fut la diminution drastique de la violence, chacun désormais dans son université ignorant l'autre.

Il y avait encore le cas de la faculté de philosophie dont le doyen était François DAGOGNET, philosophe reconnu, qui était de gauche. Jacques GOUDET me disait que les rapports entre Jean HAUDRY et François DAGOGNET étaient courtois, chacun reconnaissant la puissance intellectuelle de l'autre. Mais alors que tout le monde s'attendait à ce que François DAGOGNET et la faculté de philosophie rejoignent LYON II, à la surprise générale, ils choisirent LYON III. Certains esprits taquins, dont Jacques Goudet , ont pu dire que choisir LYON II impliquait pour la philosophie de se retrouver dans un campus excentré dans la banlieue de Lyon, à Bron, alors que choisir LYON III permettait de rester sur les quais du Rhône, en ville. D'autres ont pu dire que certains gens de gauche raisonnables, las des violences d'extrême-gauche, n'étaient pas tentés de rejoindre LYON II. Enfin il y a pu aussi y avoir d'autres raisons que nous ignorons.

Toujours est-il que pour faire passer ce choix inattendu, François DAGOGNET a demandé que la nouvelle université s'appelle Jean MOULIN. Et cette demande a été très facilement acceptée. Pourquoi ? Reprenons le contexte de 1973. Neuf ans avant, en 1964, il y a eu le transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon, en présence du général De GAULLE et avec le discours fameux du gaulliste André MALRAUX, ministre de la culture, discours qui était encore dans les mémoires. En 1973, il y a un président gaulliste, Georges POMPIDOU, un premier ministre qui est un gaulliste historique, ancien de Bir-Hakeim, Pierre MESSMER, et à Lyon, à la pointe du combat pour créer LYON III, des gaullistes de droite dont Jacques GOUDET. Jean MOULIN était un héros autant pour les gaullistes que pour la gauche. Jacques GOUDET m'a raconté que quand François DAGOGNET a fait cette proposition, il lui a répondu : « Oui, car nous aussi nous sommes des résistants ! » Il pensait bien sûr à la résistance à la violence que l'extrême-gauche faisait régner dans les universités à cette époque. Et c'est ainsi que fut créé l'Université LYON III – Jean MOULIN. Que vingt ans après des gauchistes utilisent le nom de Jean Moulin pour attaquer LYON III est une autre histoire.

LYON III s'est donc développé comme une des rares universités de droite en France (3 à 4 sur 80). D'autres enseignants de droite plus tard l'ont rejoint, des historiens comme le médiéviste Pierre VIAL ou l'africaniste Bernard LUGAN, Bruno GOLLNISCH qui avait une double casquette de juriste et d'enseignant de japonais, et d'autres ...

(2) – C'est dans ce contexte que je suis venu à LYON III et que je me suis lié d'amitié avec Jacques GOUDET et Jean HAUDRY et plus tard avec Bernard LUGAN. Ainsi, n'ayant pas de voiture, je me suis rendu au mariage de Bernard LUGAN dans la voiture de Jacques GOUDET et j'en suis revenu dans la voiture de Jean HAUDRY.

Le début de ma relation amicale avec Jean HAUDRY eut lieu au début 1983. Pendant toute une après-midi, il m'a aidé à mieux cerner les notions et les définitions des races, des ethnies, des nations, des peuples, et m'a donné d'utiles conseils bibliographiques pour la première partie de mon mémoire de DEA de droit public et science politique sur la société multiraciale. J'étais à la faculté de droit, lui à la faculté de lettres, mais nos affinités intellectuelles et politiques nous amenèrent à nous revoir avec d'autres amis et camarades pour des activités méta-politiques et politiques.

Il avait fondé en 1981 l'Institut d'Etudes Indo-Européennes avec l'indianiste Jean Varenne et son vieil ami le germaniste Jean-Paul Allard, professeur à LYON III. L'Institut publia une revue : « Etudes Indo-Européennes ». Elle ne vivait que de ses abonnements, sans subventions, d'où sa présentation sobre, inversement proportionnel à la densité du contenu. Jean HAUDRY m'avait dit que dans ses abonnés, il y avait des universités européennes, nord-américaines, japonaises et même une université israélienne. Ses ennemis lui reprochaient d'avoir peu d'indo-européannisans d'autres universités françaises, et pas de comité de lecture. Et pour cause ! L'establishment gauchiste avait menacé de conséquences pour leurs carrières tous participants aux travaux de l'Institut. Menaces prises au sérieux par les jeunes maîtres de conférences et surtout les jeunes doctorants. L'Institut et la revue ont donc continué leurs activités avec une équipe issue de LYON III et quelques chercheurs indépendants hors circuit universitaire classique.

(3) – LYON III, une des rares universités de droite en France, continua son développement avec une liberté intellectuelle unique qui enrageait ses adversaires. Deux exemples.

- Lors de grèves étudiantes d'ampleur nationale (c'était en 2006 contre le CPE), l'UNEF prétendait imposer la cessation des cours. Et bien LYON III a organisé pour les étudiants une votation sur cette question. Mais une vraie votation avec bureaux de vote, isolements, urnes, listes électorales (la liste des étudiants inscrits), carte électorale (la carte d'étudiant), et dépouillement public par des assesseurs enseignants et du personnel administratif. Le résultat (de mémoire mais c'est l'ordre de grandeur), ce fut de 60% à 70% de participation et 80% de votants contre la grève que voulait l'UNEF. C'est autre chose que les assemblées générales gauchistes avec participation de 10% des étudiants et vote à main levée dans une situation d'intimidation et de violence. L'UNEF devant les portes de l'université pendant les opérations de vote demandait aux étudiants de ne pas voter au nom de la défense de la démocratie ! Comme disait Michel AUDIARD, les cons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît ! Et LYON III est la seule université où l'UNEF a toujours été minoritaire en voix et en sièges dans les conseils élus.

- Toutes les sensibilités politiques et idéologiques présentes dans la société française étaient présentes à LYON III, alors que ce n'est pas le cas dans de nombreuses universités, comme Toulouse, Rennes, LYON II, ... Ainsi dans le conseil scientifique du Front National, à part des retraités (à l'abri de représailles professionnelles), la plupart des universitaires en activité venaient de LYON III, dont Jean HAUDRY.

(4) – Donc LYON III gênait, et les pressions ont augmenté jusqu'à la crise de 1990. Une première attaque a eu lieu en 1985, lors de la soutenance de thèse d'Henri ROQUES à Nantes.

Jean-Paul ALLARD était un des membres du jury. L'historien Alain DECAUX, membre de l'Académie Française en 1979 (et futur ministre délégué à la Francophonie sous la présidence de François MITTERAND dans le deuxième gouvernement ROCARD de 1988 à 1991), parce qu'il avait travaillé sur le même sujet, avait publiquement et courageusement dit tout le bien qu'il pensait des travaux d'Henri ROQUES. Mais comme les conclusions de la thèse heurtaient certains récits, ce fut un prétexte à répression. La thèse fut annulée par le ministre des universités (pour des raisons de procédure, problème de signature sur le procès verbal). Et les membres du jury d'autres universités furent sanctionnés. Mais pas Jean-Paul ALLARD, car le président Jacques GOUDET, solide comme un roc, a défendu la liberté de recherche dans l'Université.

(5) – Mais l'attaque la plus puissante a eu lieu en 1990, lors de l'affaire NOTIN.

Bernard NOTIN, économiste, a écrit en Janvier 1990 dans une revue d'économie extérieure à LYON III, un article considéré par certains comme révisionniste. Ce fut un prétexte à une attaque contre Bernard NOTIN, contre LYON III et contre tous les enseignants de droite de l'Université. Toutes les organisations de gauche et d'extrême gauche y allèrent de leurs attaques, ainsi que quelques politiciens retors et opportunistes dont le plus caricatural fut Michel Noir (2).

Ce politicien, député depuis 1978, maire de Lyon de 1989 à 1995, se voyait un destin national. Il menaça début mai 1990 de bloquer le transfert de nouveaux locaux (la Manufacture des Tabac) à l'Université LYON III si celle-ci n'organisait pas une épuration de certains de ses enseignants. En 1990, il quitta le RPR pour fonder son propre parti. Mais en 1996 il dut honteusement abandonner la vie politique après une condamnation par la justice pour recel d'abus de biens sociaux. Il écoperait d'une deuxième condamnation en 2003 pour le même motif (source Wikipédia). Il s'était fait connaître en Mai 1987 par une tribune parue dans le Monde, où il refusait toute alliance avec le Front National avec la phrase : « Mieux vaut perdre les élections que perdre son âme ». Il aura seulement prouvé que pour lui, mieux vaut perdre son âme que perdre un enrichissement illicite par un recel d'abus de biens sociaux. J'ai le souvenir d'une photo parue dans la presse lors de sa menace contre LYON III, où on le voit debout pointer un doigt menaçant devant le président qui avait succédé à Jacques GOUDET, qui était assis et tétanisé. Celui-ci n'avait certes pas la force de caractère de Jacques GOUDET.

Et d'ailleurs, si Jacques GOUDET avait été président en 1990, jamais Michel Noir ne se serait comporté avec lui comme il s'est comporté avec son successeur. Ils se côtoyaient dans les instances dirigeantes de la fédération départementale du RPR, et se savaient membres

de tendances totalement opposées. Mais Jacques GOUDET était un vieux militant du mouvement gaulliste, d'une grande densité intellectuelle, d'un grand courage et d'un grand charisme. Tout ce qui manquait à Michel Noir, politicien arriviste et opportuniste. Il craignait Jacques GOUDET mais celui-ci n'était plus à LYON III depuis 1987 suite à son départ à la retraite. Avec sa démarche politicienne et électoraliste, emblématique d'un antifascisme de carnaval, Michel Noir s'est vengé par procuration sur son successeur qui était faible. Michel Noir c'est le type d'individu fort avec les faibles et faible avec les forts.

(6) – Devant la pression politico-médiatique le conseil d'administration de LYON III le 15 Mai 1990 prit plusieurs décisions.

Il renvoya Bernard NOTIN devant le conseil de discipline de LYON III qui le suspendit pour un an en Juillet 1990. Mais par la suite il n'a pas pu reprendre un enseignement à l'Université.

Le conseil d'administration décida aussi l'ouverture d'une enquête financière sur l'Institut d'Etudes Indo-Européennes. Pure démagogie, et il le savait car l'enquête était finie avant d'avoir commencée, l'Institut n'avait pas d'autonomie financière et ses abonnements étaient gérés directement par le service comptable de l'Université.

L'Institut fut bientôt dissous et se continuera sous une forme associative à l'extérieur de l'Université avec sa revue Etudes Indo-Européennes jusqu'en 1998.

La revue gauchiste auquel il est fait allusion dans la note 1, avait fait dans son dossier un tableau des « Principaux enseignants de LYON III militants ou proches de l'extrême droite ». 21 noms étaient cités (en ratissant très large) (3), sur un corps enseignants à l'époque d'environ 500 personnes (300 titulaires, 200 vacataires, à la louche). En toute modestie, je suis cité trois fois. A la rentrée universitaire de Septembre 1990, les enseignants vacataires cités dans le dossier n'ont pas été repris. Après avoir été étudiant, élu étudiant au conseil de la faculté de droit, enseignant vacataire chargé de travaux dirigés en droit constitutionnel, mes relations avec la faculté de droit après 1990 se réduisirent à une simple inscription en Doctorat d'Etat. Plusieurs enseignants titulaires cités subirent à des degrés divers de mesquines avanies et de bêtes campagnes de presse.

(7) – Mais je dois citer avec plaisir une brillante exception, Bernard LUGAN.

Celui-ci, par sa maîtrise de l'empirisme organisateur, de la boxe française et du droit de la presse, et en fervent adepte du duel, sut répondre avec panache à toutes les attaques, et à la fin, ce sont les autres qui ont calé. Une anecdote à ce propos.

En plus des officines de délation gauchistes à l'extérieur de LYON III, il y en avait une à demeure. Cela permettait aux successifs présidents de cette association étudiante de se faire connaître et de s'en servir comme tremplin après l'université, pour une petite et médiocre carrière d'apparatchik dans d'autres officines de délation plus puissantes et plus riches.

Un des rares moments convivial à l'Université avait lieu début Janvier lors des vœux du président. S'y retrouvent les enseignants de toutes les facultés, le personnel administratif, des représentants étudiants et des retraités de l'Institution. A une occasion je croise le

président en titre de cette officine. Deux ans avant, on s'était un peu clashé (il l'avait un peu cherché), et depuis, lorsqu'on se croisait, on se disait « courtoisement » bonjour. Bernard LUGAN m'avait dit qu'il l'avait rencontré une fois lors d'une délibération d'examen (il était chargé de travaux dirigés en histoire), et que celui-ci à cette occasion s'était montré un peu timide et très poli. Donc, deux ans après, lors de ces vœux, il m'aborde tout fier, connaissant mes liens avec Bernard LUGAN, pour me dire que son association avait envoyé au Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) à Arusha en Tanzanie, un dossier sur Bernard LUGAN comme homme d'extrême droite et peu recommandable ! Bernard LUGAN avait été choisi comme expert par des avocats de la défense aux procès du TPIR. Il avait été dix ans coopérant au Rwanda, écrit une thèse de Doctorat d'Etat et plusieurs livres sur le sujet. Et effectivement le premier procureur, un gauchiste australien a voulu utiliser ce « dossier » pour déstabiliser la défense et son expert. Le pauvre, il a été éclaté intellectuellement et rhétoriquement par Bernard LUGAN, sous les rires du public (comment traduit-on en anglais ragots de caniveau ?), suivi d'un rappel à l'ordre du tribunal. Lors de procès suivants, car Bernard LUGAN a participé comme expert à une dizaine de procès, les différents procureurs se sont ensuite toujours comporté d'une manière courtoise et prudente. Et donc échec à l'officine de délation !

(8) – Après ces attaques, Jean HAUDRY s'est moins investi à LYON III, il partit à la retraite en 1998.

Il y a eu l'aventure de Terre et Peuple, fondé par Pierre VIAL en 1995, dont il fut le co-président avec Jean MABIRE, puis le président d'honneur à la mort de celui-ci en 2006, jusqu'à la fin. Il y a eu aussi l'engagement dans le Mouvement National Républicain de Bruno Mégret de 1999 à 2002, où nous nous sommes retrouvés dans ce même combat.

Mais après 2002 Jean HAUDRY a arrêté toutes ces activités proprement politique pour ne plus que se concentrer sur la recherche et l'écriture de livres et d'articles et la participation aux activités associatives de Terre et Peuple. J'ai pu lui rendre visite deux fois dans l'Ain avec des amis, mais ensuite nos rapports furent épistolaires et téléphoniques, au moins une fois par trimestre.

Je suis un site d'universitaires antifa dont un des intervenants est très hostile à la thèse de l'origine circumpolaire des Indo-Européens. A chacune de ses interventions ou de celles de ses collègues sur la Nouvelle Droite, les Indo-Européens LYON III, ... j'envoyais le lien à Jean HAUDRY, qui répondait et cela était prétexte à échanges. Après le décès de Jean HAUDRY, cet universitaire antifa a publié sur ce site un petit texte sur « Jean Haudry et les études indo-européennes ». Ce texte assez court commence dans son introduction par le rappel de l'origine des polémiques autour de Jean HAUDRY notamment le fait qu'il postulait une origine circumpolaire des Indo-Européens alors que les prémisses de cette intuition se retrouvaient déjà dans l'œuvre du nationaliste indien Tilak (1856-1920), auteur du livre : « L'origine polaire de la tradition védique » paru en 1900, donc bien avant les fameuses années trente. Ensuite il décline son analyse classiquement en deux parties.

Premièrement, Jean HAUDRY était « un vieux routier de l'extrême-droite » (Mon Dieu !). Alors qu'un engagement militant d'un citoyen dans la cité est supérieur à l'indifférence hédoniste d'un individu égoïste qui ne se sent solidaire de personne et qui renie son peuple. Nous préférons l'engagement d'un identitaire ethno-différentialiste et anti-impérialiste à celui d'un wokiste LGBTQXYZ ethno-masochiste, immigrationniste et otanophile, n'en déplaise à toutes les officines de délation antifa. Quand cet auteur dit que Jean HAUDRY était « une

figure politique, sulfureuse », il révèle par l'emploi de cette expression imbécile qu'il est d'abord un militant antifa avant d'être un universitaire capable de prendre du recul. Il note aussi son engagement dans l'ACFA, nous y reviendrons.

Mais deuxièmement, il était « malgré tout un universitaire reconnu » (tiens !). Le militant daigne alors reconnaître malgré son hostilité, comme si l'universitaire se réveillait, « qu'il fut remarqué par Georges DUMEZIL qui le soutint » et qu'il « collabora à de prestigieuses revues spécialisées dont l'une des plus importantes revues spécialisées dans ce champ d'études, le Journal of Indo-European Studies et entretint de très bonnes relations avec son responsable Edgar Polomé ». En fait, en dépit de toutes les attaques de ses ennemis, universitaires ou non, alors qu'eux retomberont dans un anonymat bien mérité, l'œuvre scientifique de Jean HAUDRY restera.

Parmi nos derniers échanges, il y avait eu la bonne nouvelle qu'il avait enfin pu finir son grand œuvre sur la tradition indo-européenne en deux volumes, et qu'il avait envoyé les manuscrits chez son éditeur. Le premier est déjà paru et Jean HAUDRY en a même fait une présentation dans le n°95 de Terre et Peuple – Printemps 2023. L'autre, hélas, ne paraîtra qu'après son décès.

(9) – Lors du décès de Jacques GOUDET, le 24 Septembre 2016, le président de l'Université LYON III Jacques COMBY, un honnête homme de gauche, a publié un communiqué respectueux rendant hommage à l'homme, à l'universitaire, à son action en faveur de LYON III, tout en précisant courtoisement qu'elle avait soulevé aussi des oppositions. Aux vœux du nouvel an suivant, j'ai rencontré Jacques COMBY et l'ai remercié pour son attitude. Il m'a répondu en souriant que c'était normal et qu'il estimait l'homme au-delà des divergences politiques qui pouvaient exister. Il l'avait connu jeune enseignant quand celui-ci était président. Ils se croisaient à la piscine du Rhône située sur les quais presque en face de l'Université et il m'a livré à cette occasion une petite anecdote sportive.

(10) – Lors du décès de Jean HAUDRY, le 23 Mai 2023, l'actuel président de LYON III a refusé de publier un communiqué sinon d'hommage, au moins de condoléances à celui qui fut enseignant à l'Université de Lyon de 1966 à 1998, au prétexte que Jean HAUDRY était un homme d'extrême droite. Ce comportement sectaire n'honore pas son auteur. Je sais, même si cela s'est fait de manière discrète et feutrée que plusieurs enseignants dont deux anciens présidents d'Université ont protesté contre ce comportement et ont demandé au président en titre de revenir sur sa décision. Il a refusé. Et tout le monde sait que depuis plus d'un an il y a parmi ses conseillers un ancien président de l'officine de délation qui a sévi à LYON III. Et cela n'a vraisemblablement pas été sans conséquences sur le choix de cette décision. En fait, que ce soit dans les régimes totalitaires, léninistes-staliniens ou hitlérien, ou dans certaines démocraties libérales-libertaires wokistes, quand de petits apparatchiks ont du pouvoir, ils ne sont plus timides ni polis, mais ils sont sectaires et méchants.

Révéléateur de ces nouveaux comportements est le cas des vœux de nouvelle année en Janvier 2023 du nouveau président. En rupture avec la tradition, les anciens de la maison, les retraités n'ont pas été invités. On voulait une rupture avec une histoire. Et l'organisation de la réception a été conçue pour contrôler et filtrer les invités. Ainsi les cartons d'invitation avaient un QR code pour vérification. Ce n'était plus une invitation mais un laissez-passer !

Un ami qui était présent m'a dit qu'il n'avait jamais vu aussi peu de personnes depuis qu'il assiste à ces vœux de nouvelle année. Evidemment, quand on épure on ne rassemble pas.

(11) – Cela nous amène à une courte réflexion sur le militantisme et l'engagement. On peut définir deux types de militantisme : le militantisme d'affirmation et le militantisme de délation.

Le militantisme d'affirmation, il EST. Il propose, il affirme mais il se confronte, il est ouvert à la contradiction et il débat dans la reconnaissance de la position de l'autre, mais dans le cadre de la réciprocité quand même, car il ne faut pas confondre bonne foi et honnêteté intellectuelle avec masochisme et défaitisme.

Le militantisme de délation, lui, il HAIT. Il impose, il nie, il anathématise, il refuse le débat, il dénonce, il épure et il vise selon les régimes politiques, soit la mort physique, soit la mort sociale. C'est la même démarche, des procès de Moscou des staliniens à la cancel culture –la culture de l'annulation- des wokistes actuels (4).

Soit deux types de militance, deux conceptions de la dignité de l'engagement, deux mondes...Le militantisme d'affirmation peut se trouver à droite, à l'extrême droite, à gauche, à l'extrême gauche, mais le militantisme de délation actuellement se trouve principalement à gauche et à l'extrême gauche. Ces gens-là dénoncent et ensuite ils font barrage. Faire des barrages, la politique des castors.

II – L'ACFA

(1) – L'ACFA – Amis Français des Communautés Sud-Africaines -, placée sous la présidence d'honneur d'Antoine PINAY, a été fondée en 1976 par le professeur F.O. (Frédéric Oscar) ALBRECHT, le fils de Berty ALBRECHT.

Il était directeur de recherche au CNRS, spécialiste des sauterelles et avait beaucoup travaillé en Afrique. Il avait été révolté par les affiches de la campagne anti-outspan en 1975-1976, et avait voulu apporter sa pierre à la réconciliation des communautés sud-africaines. En bon protestant armé de son libre-arbitre, il n'avait pas peur des attaques.

Parmi les vice-présidents il y avait Léon DELBECQUE, gaulliste historique, ancien combattant 1939-1945, blessé de guerre, militant RPF, un des acteurs du coup d'état démocratique de Mai 1958 qui ramena De GAULLE au pouvoir, élu député en 1958 et sincère partisan de l'Algérie Française. Il rompit en 1959 avec le général De GAULLE quand il s'aperçut que celui-ci n'était pas sincère dans ses promesses de 1958. Il se rapprocha de dirigeants historiques de la Résistance comme Georges BIDAULT et Jacques SOUSTELLE qui avaient fait le même constat. D'ailleurs plus tard Jacques SOUSTELLE sera membre du comité d'honneur de l'ACFA. Non réélu député en 1962, Léon DELBECQUE cessa toute activité politique. Toutefois il avait gardé des contacts et des amitiés dans l'appareil gaulliste. Je n'ai pas eu l'occasion d'en débattre avec lui, mais sans doute le combat de la minorité blanche en Afrique du Sud pour sa survie physique devait-il lui rappeler celui de la minorité européenne en Algérie vingt ans plus tôt. C'était le cas de nombreux adhérents que j'ai rencontré lors des assemblées générales annuelles de l'association à Paris.

(2) – Par hasard j’avais assisté en 1982 à une réunion organisée par des militants dans la région lyonnaise où était intervenu un diplomate sud-africain en poste à Paris, Genn B. Il sera plus tard ambassadeur d’Afrique du Sud au Canada. Je me suis intéressé à ce pays et l’étude de sa situation a constitué une partie de mon mémoire de DEA sur la société multiraciale en 1983. Et j’ai adhéré à l’ACFA.

Par d’autres personnes Jean HAUDRY avait été sollicité pour participer à ce combat et il avait accepté. Ainsi nous nous sommes retrouvés à l’ACFA où nous avons milité de 1983 à 1990, comme les deux responsables Rhône-Alpes de l’association.

Ce fut un militantisme classique avec organisation de manifestations et de réunions publiques, de communiqués de presse, de contact avec la presse locale, la rédaction d’un tract en 1984 après les accords de Nkomati entre l’Afrique du Sud et le Mozambique que l’ACFA utilisa pour une diffusion nationale. Il y avait aussi l’organisation d’échange de jeunes, hébergés dans des familles, les Français partaient en Juillet-Août, les Sud-Africains en Décembre.

Dans le cadre de ce militantisme il y a eu deux moments plus marquants et qui se sont déroulés à LYON III.

(3) – Le syndicat étudiant dont j’étais membre (et même élu au conseil de la faculté de droit) organisait un cycle de conférences sur des sujets divers avec des intervenants extérieurs.

J’ai organisé dans le cadre de ce cycle une conférence en 1988 à l’occasion du tricentenaire de l’arrivée des Huguenots Français en Afrique du Sud sur le thème de l’évolution de la société sud-africaine. Une conférence avec un vrai débat contradictoire entre un représentant local du mouvement anti-apartheid, un représentant de l’ambassade d’Afrique du Sud et un historien africaniste.

Je me suis occupé de contacter le mouvement anti-apartheid local qui accepta de venir en groupe, avec toute leur documentation à distribuer sur une table de presse. Jean HAUDRY contacta l’ambassade pour qu’elle envoie un diplomate et celui-ci vint aussi avec une documentation à distribuer sur une table de presse. L’ACFA contacta une étudiante sud-africaine, Lydia W., qui aida à tenir la table de presse. Et nous avons demandé à l’historien africaniste de l’Université Bernard LUGAN d’être le 3^o homme dans ce débat, ce qu’il accepta bien sûr.

Le débat a eu lieu dans le plus grand amphi de l’université situé dans le même bâtiment de l’ancienne bibliothèque inter-universitaire. Après l’exposé, laborieux, du diplomate et celui insipide, de la représentante du mouvement anti-apartheid, l’intervention dynamique de Bernard LUGAN permit à l’auditoire de mieux comprendre le contexte géo-historique, d’appréhender les forces socio-politiques présentes dans la société sud-africaine et les enjeux géo-politiques dans un contexte de guerre froide encore à l’œuvre.

Après ces interventions, il était prévu que le public pourrait poser des questions aux trois intervenants selon une procédure (questions écrites regroupées par thème et transmises à l’organisateur) convenue à l’avance avec les intervenants. Mais à ce moment là, le responsable de groupe gauchiste anti-apartheid qui s’était installé dans l’amphi au milieu du public, profitant de l’intervention de deux étudiants africains extérieurs à leur groupe, a voulu imposer une autre procédure d’intervention directe au risque (voulu ?) de faire dégénérer le débat. Devant notre refus de changer la règle convenue, vexés, ils ont quitté l’amphi avec leur

table de presse. C'était bête de leur part. Le but de la réunion était de voir s'exprimer toutes les opinions, calmement, sans que cela ne dégénère.

Cela montre que les gauchistes de cette époque étaient plus bêtes mais moins méchants que les soixante-huitards avant eux ou les gauchistes d'aujourd'hui. Moins méchants car contrairement à des antifas blacks blocs actuels, ils n'étaient pas venus pour casser, ce qui est à leur honneur (même si nous avons des amis qui étaient là au cas où ...). Plus bêtes car les absents ont toujours tort. Par susceptibilité, ils n'ont pas eu le sens tactique de s'adapter pour présenter leurs analyses et convaincre le public. Et à la fin de la réunion la seule table de presse qui restait était celle de l'ambassade. Leur départ n'a pas empêché la discussion avec le public qui a pu entendre – sans contradicteur, mais à qui la faute ? – des analyses qu'on ne trouvait pas dans les médias officiels.

Et après la réunion, nous nous sommes tous retrouvés chez Jean HAUDRY avec un bon repas pour fêter ce petit succès politique peu fréquent.

(4) – La deuxième action importante de l'ACFA que nous avons conduite a été l'introduction pour une année universitaire de l'enseignement de l'afrikaans.

L'afrikaans, issu du néerlandais-flamand du 17^e siècle est la seule langue indo-européenne née hors de l'Europe. En 1652 des Hollandais s'installent au Cap de Bonne Espérance. Ils seront rejoints par des Allemands, puis par des Huguenots français en 1688 qui représenteront 20% de ce groupe d'Européens qui deviendra un peuple, le peuple afrikaner. En une génération, tous seront linguistiquement assimilés. Avec quelques apports indonésiens, malais et africains, cette langue sera définitivement établie avec la traduction de la bible en afrikaans en 1933. Dès 1925, elle était reconnue, en remplacement du hollandais, comme langue officielle à parité avec l'anglais.

Nous avons contacté Jean-Paul ALLARD pour les questions pédagogiques et Jacques GOUDET pour les questions administratives en 1987.

LYON III était, hors Paris et Région Parisienne, l'université qui avait des enseignements dans le plus grand nombre de langues étrangères. Sans parler des enseignements de latin, de grec ancien et d'hébreu, il y avait un département de langues latines (italien, espagnol, portugais et même à l'époque le roumain), un département de russe, un d'anglais, un département de langues germaniques (allemand, néerlandais), un département de langue arabe et un département de langues asiatiques (chinois, japonais, et même coréen, je reviendrai sur ce cas).

Jean-Paul ALLARD était prêt à intégrer l'afrikaans dans le cursus des langues germaniques, comme cours à option. Les étudiants avaient des cours obligatoires et des cours à option. Plusieurs cours à option étaient proposés et les étudiants en choisissaient une partie (par exemple 3 sur 6).

Jacques GOUDET nous a expliqué que pour les langues rares, avec un public étudiant prévisible très faible, le choix était fait de ne pas les proposer pour des raisons financières. Ainsi payer un maître de conférence, à plus forte raison un professeur pour moins de 10 étudiants n'était pas possible. Et de nous expliquer le cas à l'époque (je ne sais pas ce qu'il en est maintenant) du coréen. La solution était venue du gouvernement sud-coréen. C'est lui qui payait le traitement de l'enseignant. C'était une solution gagnant-gagnant. Le gouvernement sud-coréen voyait sa langue enseignée dans une université française et celle-ci pouvait

augmenter le nombre de langues étrangères proposées à moindre frais. La solution administrative était donc que le gouvernement sud-africain, en fait le service culturel de l'ambassade, paye le traitement de l'enseignant. Comme celui-ci n'avait pas les moyens du gouvernement sud-coréen, le choix a été fait de prendre une vacataire pour un cours à option d'afrikaans dans le cadre du cursus des langues germaniques.

Une étudiante sud-africaine qui était à Paris, Minki B. a été choisie. Elle descendait à Lyon une fois par semaine. L'expérience s'est bien passée. Nous avons même assisté avec Jean HAUDRY aux deux premiers cours. Mais autant que je me souviens, cela n'a duré qu'un an, l'année universitaire 1988-1989. Le gouvernement sud-africain à l'époque avait de nombreux problèmes (c'est le moins que l'on puisse dire), le service culturel de l'ambassade n'a pas donné une suite à ce projet. De plus l'étudiante sud-africaine est rentrée en Afrique du Sud et il n'y avait personne pour la remplacer. C'était une excellente initiative mais le contexte historique n'a pas permis qu'elle se pérennise.

Il y a eu toutefois plus tard une suite médiatico-politique à cet enseignement. Pendant le lynchage médiatique qu'a connu LYON III en 1990-1991, beaucoup de médiocres y sont allés de leurs petites vilénies. A l'époque le Figaro avait un supplément local, Lyon-Figaro, dont l'éditorialiste était un rejeton de la bourgeoisie lyonnaise. Ce journal a sorti une fois en première page que « la langue de l'apartheid était enseignée à Lyon III ». Que dire devant tant de bêtises ! Ce même individu, plus tard, a fondé un mensuel branché centré sur Lyon, avec des dossiers à scandales. Un de ces dossiers avait marqué les esprits. Un journaliste de ce canard, se faisant passer pour un prêtre, avait recueilli les confessions de fidèles qui ont été ensuite publiées. Certes les confessés restaient anonymes, mais cette violation de leurs intimités exposées publiquement est méprisante. On voit le niveau, on voit l'élégance ! On voit aussi quel type d'individus ont participé au lynchage médiatique et politique de Lyon III. A côté de la gauche et de l'extrême gauche qui savaient ce qu'elles faisaient, il y avait tous ces bourgeois libéraux, conformistes et lâches, qui ont amplifié son action par suivisme.

Et pour finir sur l'enseignement de l'afrikaans, maintenant que la situation en Afrique du Sud s'est « normalisée », ce projet garde toute sa pertinence. C'est la langue des minorités métisses (8,5% de la population) et afrikaner (5% de la population), parlée majoritairement sur 40% du territoire, l'ancienne province du Cap divisée maintenant en trois provinces. Elle contribue à la diversité linguistique du monde et de l'Afrique du Sud, alors que le gouvernement de l'ANC veut imposer l'anglais aux minorités. Comme le gouvernement bandériste ukrainien actuel veut imposer l'ukrainien à la population russe et russophone qui constitue plus de la moitié de la population. Mais c'est une autre histoire.

En conclusion, ce témoignage pour rendre hommage à Jean HAUDRY a autant parlé de LYON III, de Jacques GOUDET et d'autres amis que de lui parce que nos relations étaient profondément liées à cette Université dès l'origine. Et quand nos liens avec cette Université se sont distendus, notre amitié s'est continuée ailleurs.

NOTES

(1) – J'ai quand même retrouvé une ancienne revue gauchiste de délation (dont je laisserai le nom dans un anonymat bien mérité), qui avait fait un dossier spécial sur LYON III à l'occasion de l'affaire NOTIN en 1990.

Ce document de 24 pages, et les deux excellents articles de Philippe Baillet parus dans Rivarol et consacrés à :

- Jean HAUDRY – Rivarol n° 3568 – 31 Mai 2023 – p 4

-Jean-Paul ALLARD – Rivarol n° 3571 – 21 Juin 2023 – p 4

Ainsi que quelques rapides recherches dans Wikipédia ont complété mes souvenirs pour la chronologie et certains détails factuels.

(2) – Je ne cite dans ce témoignage que les noms de personnes que j'estime ou que je respecte. Les autres, je les laisse dans l'anonymat et la poussière de l'histoire, sauf un, Michel Noir, dont le comportement indigne méritait une condamnation morale plus explicite.

(3) – Je connaissais toutes les personnes citées sauf une.

(4) – La culture de l'annulation, c'est effacer, détruire, annihiler une identité, une histoire, le souvenir d'hommes et de faits qui déplaisent aux nouveaux maîtres. C'est orwellien. C'est le stalinisme des années 20 et 30 et par rivalité mimétique (René Girard) l'hitlérisme. C'est le wokisme actuel américanomorpe. Ce n'est pas la première fois que les Etats-Unis et l'extrême-gauche se rejoignent. On l'a vu en Serbie et au Kosovo et on le voit encore dans le Donbass russe et en Ukraine.

Mais quand nous laissons dans l'anonymat des individus que nous estimons méprisables, nous ne les effaçons pas, nous ne les nions pas, au contraire on les reconnaît, on les signale mais simplement on ne les nomme pas explicitement car ce serait leur faire trop d'honneur. Comme le dit l'adage : « Les chiens aboient, la caravane passe ».

Source : <http://francoisgalvane.lescigales.org>
